
Rapport du Président**Proposition de prêt****Royaume du Cambodge****Projet d'irrigation adaptée au climat et d'agriculture durable en faveur de la résilience (CAISAR)**Numéro du projet: 2000003926

Cote du document: EB 2025/145/R.2/Rev.1

Point de l'ordre du jour: 3 a) i) a) i)

Date: 15 septembre 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 45.

Questions techniques:**Reehana Raza**Directrice régionale
Division Asie et Pacifique
courriel: r.raza@ifad.org**Frew Behabtu**Directeur de pays
Division Asie et Pacifique
courriel: f.behabtu@ifad.org

Table des matières

Carte de la zone du projet	ii
Résumé du financement	iii
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	2
II. Description du projet	2
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	2
B. Composantes, résultats et activités	3
C. Théorie du changement	4
D. Alignement, appropriation et partenariats	4
E. Coût, avantages et financement	5
III. Gestion des risques	11
A. Risques et mesures d'atténuation	11
B. Catégorie environnementale et sociale	11
C. Classement au regard des risques climatiques	12
D. Soutenabilité de la dette	12
IV. Exécution	12
A. Cadre organisationnel	12
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	13
C. Plans d'exécution	14
V. Instruments et pouvoirs juridiques	14
VI. Recommandation	14

Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework
- III. Integrated project risk matrix

Équipe d'exécution du projet	
Directrice régionale:	Reehana Raza
Directeur de pays:	Frew Behabtu
Responsable technique:	Dan Martin
Responsable des finances:	Norpulat Daniyarov
Spécialiste climat et environnement:	Daniela Morra
Juriste:	Mbali Mushazhirwa

Carte de la zone du projet



Les appellations employées et la présentation des données n'expriment aucune position particulière du FIDA quant au tracé des frontières ou limites ni aux autorités concernées.
Carte établie par le FIDA | 15/01/2025

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	Royaume du Cambodge
Organismes d'exécution:	Ministère des ressources en eau et de la météorologie et Secrétariat du Comité national pour le développement démocratique infranational
Coût total du projet:	240 millions d'USD
Montant du premier prêt du FIDA [Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP)]:	12,4 millions de DTS
Conditions du premier prêt du FIDA:	Conditions mixtes, assorties d'un intérêt sur le montant de l'encours en principal et d'une commission de service déterminée par le Fonds à la date d'approbation du prêt par le Conseil d'administration. Le taux d'intérêt et la commission de service seront fixés pour la durée totale du prêt et le délai de remboursement du prêt sera de 25 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans
Montant du deuxième prêt du FIDA [Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE)]:	8 millions d'USD
Conditions du deuxième prêt du FIDA:	Conditions ordinaires, donnant lieu au versement d'intérêts calculés sur le principal restant dû à un taux d'intérêt correspondant au taux de référence du FIDA et incluant une marge variable, exigibles chaque semestre dans la monnaie de paiement du service du prêt. Le délai de remboursement du prêt sera de 20 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans
Cofinanceurs:	Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) et Fonds vert pour le climat (FVC)
Montant du cofinancement (AIIB):	100 millions d'USD
Conditions du cofinancement (AIIB):	s. o.
Montant du cofinancement (FCV):	Don de 40 millions d'USD et prêt de 40 millions d'USD
Conditions du cofinancement (FCV):	Le prêt est assorti d'un délai de remboursement de 20 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, à un taux d'intérêt annuel de 0,75%, incluant une commission de service de 0,5% et une commission d'engagement de 0,75%.
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:	15 millions d'USD

Déficit de financement:	20 millions d'USD
Montant du financement climatique apporté par le FIDA:	25 millions d'USD (dont 0,98 million d'USD sous forme de complément de financement pour le climat)
Institution coopérante:	FIDA

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. Le Cambodge a enregistré des progrès sensibles dans la réduction de la pauvreté, mais les difficultés rencontrées récemment, notamment la pandémie de maladie à coronavirus 2019 et la guerre en Ukraine, ont annulé une partie de ces acquis. Le taux de pauvreté a augmenté, passant de 10% à 17,8%, et les populations rurales restent particulièrement vulnérables. Bien que l'agriculture représente 22% du produit intérieur brut (PIB) et 35% des emplois en 2020, la faible productivité des terres et de la main-d'œuvre ainsi qu'un périmètre d'irrigation limité, couvrant seulement 7% à 8% des terres cultivées du pays, pèsent sur la croissance. Au Cambodge, environ 75% des 1,7 million de ménages pratiquant l'agriculture sont de petits exploitants, dont beaucoup vivent juste au-dessus du seuil de pauvreté et dépendent d'un revenu complémentaire issu d'un travail salarié.
2. L'agriculture cambodgienne reste majoritairement vivrière et pluviale, caractérisée par une faible productivité et un périmètre d'irrigation limité, seulement 7% à 8% des terres agricoles étant entièrement irriguées; par ailleurs, 85% des rizières sont vulnérables face aux variations du régime pluviométrique. Les agriculteurs manquent de connaissances et d'outils pour s'adapter aux changements climatiques; notamment, ils ne sont pas suffisamment au fait des pratiques et des technologies améliorées favorisant la résilience climatique. En outre, des obstacles tels qu'un accès insuffisant au crédit et aux informations sur les marchés ainsi qu'une pénurie croissante de main-d'œuvre due à l'exode rural entravent encore la productivité des petits exploitants. Les changements climatiques touchent de manière disproportionnée les femmes et les groupes vulnérables, pour qui les difficultés sont aggravées par un accès limité aux ressources financières, à la terre, à l'éducation et aux technologies agricoles d'adaptation. Alors qu'elles sont plus représentées dans l'agriculture, les femmes ont moins d'influence sur la prise de décisions, d'où une prise en compte souvent insuffisante de leurs besoins spécifiques. La Politique de développement agricole 2021-2030 vise à lutter contre ces problèmes en favorisant un secteur agricole plus commercial, en mettant l'accent sur l'amélioration de la productivité, de l'accès aux marchés et de la résilience climatique. Il est essentiel de mettre en œuvre efficacement cette politique pour soutenir la croissance agricole et réduire durablement la pauvreté rurale.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

3. Conformément aux engagements en matière de transversalisation, le projet a été validé comme:

- ☒ incluant un financement climatique;
- ☒ incluant des activités relatives à la capacité d'adaptation.

Justification de l'intervention du FIDA

4. Fort de solides partenariats avec les organismes publics, la société civile et le secteur privé du pays, le FIDA est particulièrement bien placé pour soutenir le Gouvernement cambodgien dans la mise en œuvre du Projet d'irrigation adaptée au climat et d'agriculture durable en faveur de la résilience (CAISAR). En mettant l'accent sur des filières favorables aux pauvres, le FIDA veille à ce que les communautés rurales ne soient pas laissées pour compte dans la transformation de l'économie. Le Fonds mobilisera son savoir-faire spécialisé pour aider les exploitants agricoles à surmonter les principaux obstacles, et leur permettre ainsi d'améliorer leur productivité et d'accroître leur part de valeur ajoutée sur les marchés intérieurs et d'exportation. Cette intervention bénéficiera des fruits d'autres initiatives achevées ou en cours, comme le Programme de services agricoles en faveur d'une

économie rurale et d'un commerce agricole inclusifs et le Projet de promotion de marchés inclusifs en faveur des petits agriculteurs, qui ont contribué à officialiser des groupements informels d'entreprises, à améliorer l'accès aux technologies durables et à renforcer les partenariats avec le secteur privé.

5. Au moyen du CAISAR, le FIDA réaffirme son engagement en faveur de services financiers inclusifs, en faisant appel aux banques publiques pour financer des investissements, tirant ainsi parti de son expertise à l'échelle mondiale. En collaboration avec la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) et le Fonds vert pour le climat (FVC), le Fonds poursuit son approche programmatique, renforçant les synergies entre les projets en cours. Cette stratégie complète permettra de maximiser l'impact du projet CAISAR, dans le but d'assurer la viabilité et la croissance à long terme de l'économie rurale du Cambodge.

B. Enseignements tirés

6. Les enseignements tirés du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) du FIDA concernant le Cambodge et d'actions menées ailleurs sont décrits dans le rapport de conception du projet et peuvent être résumés ainsi:
 - Il convient de mettre en place des stratégies différenciées pour répondre aux besoins de deux grands groupes cibles: les exploitants engagés dans la commercialisation agricole et les ménages pauvres en quête de stratégies d'adaptation.
 - Du temps et des ressources doivent être consacrés au renforcement des capacités.
 - Pour renforcer les capacités des petits exploitants, il est nécessaire d'adopter une approche globale axée sur les aspects suivants: i) capital social et gouvernance inclusive, ii) production et productivité, iii) accès à des marchés durables, iv) modèles d'activité viables, intégrant des flux de trésorerie.
 - Il est important que des services de vulgarisation décentralisés et pluriels fassent la promotion des bonnes pratiques agricoles par le biais d'un réseau d'agents de changement au niveau communautaire.
 - Il convient de conforter l'importance et le potentiel des services numériques pour les petits exploitants et les filières.
 - Il est nécessaire de nouer des partenariats avec des institutions financières pour renforcer l'accès des petits exploitants et des petites et moyennes entreprises agricoles aux financements à des conditions adaptées.
 - Il convient de cibler les filières au moyen d'une approche par grappes afin de coupler les zones plus pauvres avec des zones plus développées, tout en garantissant à chaque étape une stratégie d'inclusion favorable aux pauvres.
 - Il est nécessaire de prendre en compte l'effet de la transformation structurelle de l'économie sur les moyens d'existence d'un grand nombre de membres du groupe cible du FIDA, qui quitteront l'agriculture pour une activité salariée, ce qui exige que le projet conçu accorde une attention suffisante à la création d'emplois décents en milieu rural.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

7. Le projet CAISAR bénéficiera à plus de 1,7 million de personnes (environ 11% de la population cambodgienne) dans quatre provinces: Kampong Speu, Kampong Chhnang, Kandal et Pursat. Les zones cibles ont été définies en fonction des critères suivants: i) plus grande prévalence de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire; ii) nécessité de moderniser les infrastructures d'irrigation afin de faire face aux

sécheresses et aux inondations en particulier; iii) vulnérabilité élevée face aux changements climatiques; iv) indicateurs de développement peu élevés. Les caractéristiques propres à chaque province ont été cartographiées selon ces critères de sélection.

8. Au total, le projet bénéficiera à 375 171 ménages, soit environ 1 575 716 personnes, appartenant principalement à trois grands groupes cibles: ménages très pauvres, ménages pauvres et ménages vivant au-dessus du seuil de pauvreté. Les bénéficiaires comprendront des femmes, des jeunes et des petits exploitants. Une attention particulière sera portée à la conservation de la biodiversité dans les districts cibles, et les activités du projet n'auront aucun impact négatif.

B. Composantes, résultats et activités

9. Le projet CAISAR comprendra les composantes suivantes: i) adaptation et résilience climatiques au niveau de l'exploitation; ii) modernisation, y compris la protection contre les risques climatiques, des infrastructures hydrauliques à des fins de résilience; iii) renforcement des capacités des institutions et des autorités de réglementation au profit de trajectoires de développement à faibles émissions et résilientes face aux changements climatiques.
10. La **composante 1 – adaptation et résilience climatiques au niveau de l'exploitation**, qui sera sous la responsabilité du Secrétariat du Comité national pour le développement démocratique infranational (CNDD), est subdivisée comme suit:
 - Produit 1.1: capacités des exploitants accrues en matière d'agriculture résiliente face aux changements climatiques;
 - Produit 1.2: développement de filières adaptées au climat grâce aux partenariats public-privé producteurs et accès aux financements accru;
 - Produit 1.3: accès à des informations sur le climat amélioré et services de conseil en matière d'utilisation de l'eau et de planification des cultures tenant compte des enjeux climatiques;
 - Produit 1.4: résilience accrue de l'infrastructure routière rurale face aux changements climatiques.
11. La **composante 2 – modernisation, y compris la protection contre les risques climatiques, des infrastructures hydrauliques à des fins de résilience**, qui sera sous la responsabilité du Ministère des ressources en eau et de la météorologie, est subdivisée comme suit:
 - Produit 2.1: modernisation des systèmes d'irrigation et des bassins;
 - Produit 2.2: amélioration de la prévention des inondations et du drainage;
 - Produit 2.3: communautés d'agriculteurs usagers de l'eau établies et formées;
 - Produit 2.4: système d'information hydraulique mis en place et opérationnel dans trois sous-projets.
12. La **composante 3 – renforcement des capacités des institutions et des autorités de réglementation au profit de trajectoires de développement à faibles émissions et résilientes face aux changements climatiques**, est subdivisée comme suit:
 - Produit 3.1: renforcement des capacités du Ministère des ressources en eau et de la météorologie;
 - Produit 3.2: renforcement des capacités du Secrétariat du CNDD, au niveau national et provincial.

13. La superficie de la zone de projet prévue est de 32 000 hectares. Le projet est divisé en plusieurs périmètres et sous-projets: Ou Ta Paong, Lum Hach, ainsi que quatre sous-projets de moindre envergure dans la vallée de Krang Ponley. Ces zones sont cultivées et exploitées en fonction de la saison et du cycle de plantation. Si pendant la saison humide, des récoltes de riz sont prévues sur l'intégralité de la zone du projet, pendant la saison sèche, une deuxième récolte est attendue sur une surface irriguée de 22 051 hectares. Sur les 10 000 hectares restants, des activités de maraîchage (principalement dans des jardins potagers familiaux), d'aviculture et d'aquaculture pourront être pratiquées. Dans plusieurs des quatre sous-projets de Krang Ponley, il est prévu de cultiver des légumes destinés à la commercialisation, en raison de la proximité de Phnom Penh et d'autres facteurs. Les composantes 1 et 2 doivent fonctionner en étroite synergie pour tirer le meilleur parti des investissements.
14. Les six sous-projets d'irrigation sont présentés dans le tableau 1.

Tableau 1

Caractéristiques des six sous-projets d'irrigation

Caractéristiques des six sous-projets d'irrigation										
Périmètre d'irrigation	Composante 1		Composante 2						Total	
	(même zone que le produit 2.1 + produit 2.2)		Produit 2.2		Produit 2.3					
			(en complément de la zone du produit 2.1)		(en complément de la zone des produits 2.1 et 2.2) (non inclus dans la surface totale)					
	Surface (hectares)	Proportion (%)	Surface (hectares)	Proportion (%)	Surface (hectares)	Proportion (%)	Surface (hectares)	Proportion (%)		
Ou Ta Paong	17 079	53	14 874	67	2 205	22	80 000	100	17 079	53
Lum Hach	6 350	20	3 900	18	2 450	24	-	-	6 350	20
Krapeu Trom	1 140	4	690	3	450	5	-	-	1 140	4
Yutasas	2 693	8	593	2	2 100	21	-	-	2 693	8
Stoeung Krang Bat	1 394	4	994	5	400	4	-	-	1 394	4
Brambei Mom	3 400	11	1 000	5	2 400	24	-	-	3 400	11
Total	32 056	100	22 051	100	10 005	100	80 000	100	32 056	100

Note: Produit 2.2 – Aménagement du lit de cours d'eau: longueur de l'aménagement = 400 mètres (largeur d'impact), convertie en hectares.

Produit 2.2 – Polder: longueur du polder = 1 000 mètres (largeur d'impact), convertie en hectares.

Produit 2.3 – Surface d'impact potentiel selon le plan d'ensemble = 80 000 hectares dans la zone du périmètre d'Ou Ta Paong (non inclus dans la surface totale).

C. Théorie du changement

15. La théorie du changement du projet est fondée sur des expériences qui ont montré que, pour faire face aux effets complexes des changements climatiques sur une agriculture pluviale et irriguée, il était nécessaire d'agir à trois niveaux (exploitation agricole, réseau d'irrigation et niveau national) afin de bâtir un socle institutionnel robuste et de créer un environnement favorable. C'est pourquoi, dans cette théorie du changement, les investissements sont fondés sur une compréhension des trajectoires susceptibles de contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'aider les petits exploitants à s'adapter aux changements climatiques par l'adoption de technologies agricoles résilientes face aux changements climatiques. L'approche en trois volets adoptée vise un changement de paradigme dans les systèmes agricoles et la gouvernance de la gestion de l'eau au Cambodge. Des actions intégrées combinant les différents éléments de cette stratégie peuvent avoir un impact transformateur sur la réduction de la vulnérabilité des systèmes hydrauliques et agricoles face aux effets des changements climatiques, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en améliorant les moyens d'existence des populations rurales, qui dépendent principalement de l'agriculture.

D. Alignement, appropriation et partenariats

16. Le CAISAR contribuera à la réalisation des objectifs de développement durable 1 (pas de pauvreté), 2 (faim zéro), 5 (égalité entre les sexes), 6 (eau propre et assainissement), 8 (travail décent et croissance économique), 13 (lutte contre les changements climatiques) et 15 (vie terrestre). Il est conforme aux objectifs stratégiques du COSOP 2022-2027 du Cambodge, qui sont eux-mêmes dans la droite

ligne des objectifs stratégiques fixés dans le cadre de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA.

E. Coût, avantages et financement

17. Le déficit de financement de 20 millions d'USD pourra être financé dans le cadre des prochains cycles du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) ou au moyen du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE), ou les deux (selon des conditions de financement à définir et sous réserve des procédures internes et de l'approbation ultérieure du Conseil d'administration), ou par un cofinancement à déterminer pendant l'exécution.
18. Les produits 1.1, 2.2, et 3.2 du projet relèvent du financement de l'action climatique. Le montant total alloué par le FIDA au projet au titre du financement de l'action climatique, calculé suivant les méthodes des banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, est estimé à 25 millions d'USD, soit 100% de la contribution totale du Fonds.

Coût du projet

19. Le coût total du projet s'élève à 240 millions d'USD pour les sept années de la période d'exécution

Tableau 2
Coût du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>Prêt du FIDA (SAFP)</i>		<i>Prêt du FIDA (MARE)</i>		<i>Don du FVC</i>		<i>Prêt du FVC</i>		<i>Crédit de l'AIIB</i>		<i>Emprunteur/ bénéficiaire</i>		<i>Déficit de financement</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
1. adaptation et résilience climatiques au niveau de l'exploitation	12 929	76	-	-	26 323	66	-	-	-	-	1 193	8	-	-	40 445	17
2. Modernisation, y compris la protection contre les risques climatiques, des infrastructures hydrauliques à des fins de résilience	691	4	8 000	100	3 300	8	39 000	98	95 958	96	11 125	74	9 634	48	167 708	70
3. Renforcement des capacités des institutions et des autorités de réglementation au profit de trajectoires de développement à faibles émissions et résilientes face aux changements climatiques	-	-	-	-	8 670	22	-	-	-	-	917	6	-	-	9 587	4
4. Suivi-évaluation du projet	3 379	20	-	-	1 707	4	1 000	2	4 042	4	1 765	12	7 928	40	19 822	8
5. Provisions pour imprévus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 438	12	2 438	1
Coût total du projet	17 000	100	8 000	100	40 000	100	40 000	100	100 000	100	15 000	100	20 000	100	240 000	100

Tableau 3
Coût du projet par catégorie de dépense et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA (SAFP)		Prêt du FIDA (MARE)		Don du FVC		Prêt du FVC		Crédit de l'AIIB		Emprunteur/ bénéficiaire		Déficit de financement		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions en nature	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses d'investissement																
1. Travaux	3 159	19	8 000	100	12 000	30	34 450	86	86 606	87	5 869	39	11 722	59	161 807	67
2. Formation, ateliers et conférences	8 400	49	-	-	2 769	7	-	-	567	1	986	7	-	-	12 722	5
3. Consultants et services contractuels	3 124	18	-	-	9 995	25	4 550	11	10 992	11	994	7	6 956	35	36 611	15
Total des dépenses d'investissement	14 684	86	8 000	100	24 763	62	39 000	98	98 165	98	7 850	52	18 677	93	211 139	88
Dépenses ordinaires																
1. Salaires, traitements et indemnités	1 816	11	-	-	9 508	24	-	-	1 107	1	6 961	46	1 323	7	20 714	9
2. Matériels et équipements	500	3	-	-	4 021	10	-	-	728	1	100	1	-	-	5 349	2
3. Voyages	-	-	-	-	1 708	4	1 000	2	0	-	90	1	-	-	2 798	1
Total des dépenses ordinaires	2 316	14	-	-	15 237	38	1 000	2	1 835	2	7 150	48	1 323	7	28 861	12
Coût total du projet	17 000	100	8 000	100	40 000	100	40 000	100	100 000	100	15 000	100	20 000	100	240 000	100

Tableau 4
Coût du projet par composante et par année du projet
(en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>Année 1</i>		<i>Année 2</i>		<i>Année 3</i>		<i>Année 4</i>		<i>Année 5</i>		<i>Année 6</i>		<i>Année 7</i>		<i>Total</i>
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>
1. adaptation et résilience climatiques au niveau de l'exploitation	1 339	3	4 852	12	5 747	14	6 439	16	8 373	21	7 711	19	5 984	15	40 445
2. Modernisation, y compris la protection contre les risques climatiques, des infrastructures hydrauliques à des fins de résilience	3 578	2	5 425	3	21 125	13	51 923	31	59 068	35	25 048	15	1 541	1	167 708
3. Renforcement des capacités des institutions et des autorités de réglementation au profit de trajectoires de développement à faibles émissions et résilientes face aux changements climatiques	1 345	14	1 470	15	1 333	14	1 313	14	1 478	15	1 313	14	1 333	14	9 587
4. Suivi-évaluation du projet	2 634	13	2 894	15	2 894	15	3 125	16	2 804	14	2 483	13	2 989	15	19 822
5. Provisions pour imprévus	348	14	348	14	348	14	348	14	348	14	348	14	348	14	2 438
Coût total du projet	9 245	3,9	14 989	6	31 447	13	63 149	26	72 071	30	36 904	15	12 196	5	240 000

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

20. Le FIDA financera le projet à hauteur de 25 millions d'USD (10,4% du coût total). Ce montant comprend 17 millions d'USD alloués au Cambodge au titre du SAFFP lors de FIDA13 et 8 millions d'USD relevant du MARE. Le cofinancement de l'AIIB s'élève à 100 millions d'USD, soit 41,7% du coût total, et la contribution du FVC prévue est de 80 millions d'USD (33,3%). Ce financement du FVC comprend un prêt de 40 millions d'USD et un don additionnel de 40 millions d'USD. Le financement de contrepartie du Gouvernement s'élève à 15 millions d'USD (6,25%) et le déficit de financement est estimé à 20 millions d'USD (8,3%). Sur le plan financier, le projet a été structuré pour répondre aux enjeux d'un investissement en faveur de la modernisation, y compris la protection contre les risques climatiques, des infrastructures d'irrigation et de drainage dans les zones sélectionnées. Une enveloppe de 240 millions d'USD, soit environ 70% du coût total, sera allouée aux infrastructures d'irrigation. Les activités non productives comprises dans la composante 1 (formation des agriculteurs grâce à des fermes-écoles et mise en place de forums dans le cadre de partenariats public-privé-producteurs ou de forums multipartites, ainsi que de services d'alerte précoce et d'information sur le climat) représenteront 16,8% du coût total, tandis que 4,5% seront consacrés au renforcement des institutions au niveau national. La gestion de projet représentera 5% du coût total, et la contribution du FVC aux coûts de gestion du projet sera proportionnelle à sa part dans le financement total, soit 33%.

Tableau 5

Coût du projet par composante et par source de financement (en millions d'USD)

Composante <i>t</i>	Coût total	Source de financement					Déficit de financement	%
		Don du FVC	Prêt du FVC	Prêt du FIDA	Crédit de l'AIIB	Gouvernement cambodgien (en nature)		
1. adaptation et résilience climatiques au niveau de l'exploitation	40,4	26,3	-	12,9	-	1,2	-	16,9
2. Modernisation, y compris la protection contre les risques climatiques, des infrastructures hydrauliques à des fins de résilience	167,7	3,3	39,0	8,7	96,0	11,1	9,6	69,9
3. Renforcement des capacités des institutions et des autorités de réglementation au profit de trajectoires de développement à faibles émissions et résilientes face aux changements climatiques	9,6	8,7	-	-	-	0,9	-	4,0
4. Gestion de projet et suivi-évaluation	19,8	1,7	1,0	3,4	4,0	1,8	7,9	8,3
5. Provisions pour imprévus	2,4	-	-	-	-	-	2,4	1
Total	240,0	40,0	40,0	25,0	100,0	15,0	20,0	100
Proportion (%)		16,7	16,7	10,4	41,7	6,3	8,3	

Décaissement

21. Le Ministère de l'économie et des finances (MEF) autorisera l'ouverture de quatre comptes désignés en dollars des États-Unis auprès de la Banque nationale du Cambodge pour recevoir les financements provenant du FIDA (au titre du SAFFP et du MARE) et les ressources issues du prêt et du don du FVC. Deux comptes en dollars des États-Unis seront ouverts auprès de banques commerciales pour le paiement des activités du projet, un géré par le Ministère des ressources en eau et de la météorologie et l'autre par le CNDD. Un compte réservé aux fonds de contrepartie fédéraux sera géré par le MEF, qui transférera les fonds reçus vers deux sous-comptes ouverts à cette fin dans des banques commerciales. Les fonds du FIDA seront décaissés au moyen d'un mécanisme de fonds renouvelable, qui régira le retrait et la justification des avances sur la base des rapports financiers intermédiaires, conformément aux procédures et aux modalités énoncées dans la lettre de présentation des modalités de gestion financière et de contrôle financier. Le FIDA adressera cette lettre au Ministère des ressources en eau et de la

météorologie et au MEF, accompagnée de directives sur les procédures de décaissement; le MEF transmettra, via le Portail clients du FIDA, une lettre désignant et autorisant les personnes habilitées à demander et à approuver la soumission des rapports financiers intermédiaires et des demandes de retrait sur ce portail.

Résumé des avantages et analyse économique

22. L'analyse économique du projet, réalisée en tenant compte de tous les coûts, laisse entrevoir un rendement économique prometteur sur une période d'évaluation de 30 ans, le taux social d'actualisation s'élevant à 9,47%. Le taux de rentabilité économique interne est estimé à 16,3% et la valeur actuelle nette s'établira, selon les projections, à 143,6 millions d'USD, le ratio bénéfices/coûts étant de 1,26 et le délai de récupération, de près de 12 ans. Les analyses de sensibilité et de scénarios confirment la robustesse de ces évaluations, indiquant que le projet resterait rentable même sur une période d'évaluation de 20 ans. L'analyse de sensibilité montre que le projet pourrait ne plus être rentable si les bénéfices prévus diminuaient de plus de 20,7% ou si les coûts augmentaient de plus de 26,1% sous l'effet de chocs pendant la phase d'exécution, ce qui est peu probable compte tenu du contexte économique local et des tendances macroéconomiques observées.

Stratégie de retrait et durabilité

23. Le projet sera axé sur un renforcement des capacités au niveau de l'exploitation en vue d'aider les agriculteurs à adopter des techniques de production améliorées, à réduire les émissions liées à la riziculture et à améliorer des pratiques telles que l'alternance des cycles d'humidification-séchage, la conservation des sols, la gestion de l'eau et la diversification des cultures. Les agriculteurs bénéficieront de séances de remise à niveau et seront mis en relation avec des services de vulgarisation publics et avec le secteur privé pour accéder à des intrants et à des technologies adaptés au climat. Des organisations non gouvernementales, des services d'appui commun, des entreprises à vocation sociale et des entreprises privées soutiendront les petits exploitants, qui pourront ainsi s'équiper de pompes solaires, mécaniser leur production et adopter des variétés de riz adaptées au climat. En mettant les petits exploitants en relation avec le secteur privé pour leur faire bénéficier de conseils et d'intrants, le projet vise à instaurer une stratégie viable de retrait du projet; le Secrétariat du CNDD veillera quant à lui à la continuité des services de vulgarisation publics et à l'adoption des technologies.
24. Le projet s'appuiera sur la loi en vigueur relative à la gestion des ressources en eau au Royaume du Cambodge, en vertu de laquelle les agriculteurs doivent contribuer aux coûts d'exploitation et de maintenance des systèmes d'irrigation. Cette exigence est bien acceptée même si, pour l'heure, les contributions perçues dans ce cadre sont nettement inférieures aux montants nécessaires (8 USD à 10 USD par hectare et par culture, en général). S'agissant des périmètres d'irrigation par pompage mis en place par le Ministère australien des affaires étrangères et du commerce dans le cadre du Programme en faveur de la filière agricole au Cambodge, l'expérience montre que les agriculteurs paient jusqu'à 80 USD par hectare et par culture pour l'entretien courant d'un réseau de ce type. Le projet CAISAR prévoit de mettre à l'essai une redevance d'irrigation qui sera prélevée par les communautés d'agriculteurs usagers de l'eau habilitées.
25. Le projet sera axé sur l'établissement et la formation de communautés d'agriculteurs usagers de l'eau aux fins d'une gestion efficace des systèmes d'irrigation. Les communautés locales seront impliquées dans le nettoyage, l'entretien et la gestion des systèmes d'irrigation, les communautés d'agriculteurs usagers de l'eau jouant un rôle clé. L'équipe du projet a mené des enquêtes auprès de ces dernières dans les zones du projet, et collaborera avec le Ministère des ressources en eau et de la météorologie et ses services provinciaux pour mettre en place et former d'autres communautés de ce type. Les investissements consentis visent à renforcer leurs capacités à gérer efficacement et durablement les

périmètres irrigués à des fins de viabilité financière et opérationnelle des systèmes d'irrigation à long terme.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

26. Le projet est considéré comme présentant un risque substantiel. Il est exposé à plusieurs risques, liés aux capacités techniques, aux cadres réglementaires, à la coordination, à la passation de marchés, aux impacts sociaux et environnementaux et à la mobilisation du secteur privé. L'exécution du projet est susceptible d'être ralentie par la faiblesse des capacités institutionnelles dans la gestion des ressources en eau, l'insuffisance des politiques d'intégration des changements climatiques et une mauvaise coordination entre les ministères. Pour atténuer ces risques, le projet prévoit de dispenser une formation ciblée aux principales parties prenantes, de fournir un appui à la révision des politiques portant sur les enjeux climatiques, de mettre en place un mécanisme de coordination fiable et de créer une équipe dédiée à la passation des marchés. Les risques sociaux et environnementaux seront traités dans l'étude d'impact environnemental et social, dans les plans de gestion environnementale, sociale et climatique, et dans d'autres plans de gestion spécifiquement élaborés pour le projet, tandis que la collaboration limitée du secteur privé avec les petits exploitants sera palliée par la stimulation de la demande de technologies adaptées au climat et par la création de plateformes de partenariat public-privé. Ces mesures visent à garantir le succès et la durabilité à long terme du projet. Les risques liés à la gestion financière sont les suivants:
- i) manque potentiel de capacités du personnel chargé de la gestion financière au sein des organismes d'exécution, ii) absence d'expérience du Ministère des ressources en eau et de la météorologie dans le cadre de projets antérieurs financés par le FIDA. Ces risques seront atténués par le recrutement transparent de consultants qualifiés en gestion financière, la formation pratique du personnel chargé de la gestion financière au sein des organismes d'exécution et l'élaboration d'un manuel d'exécution détaillé définissant clairement les rôles et les responsabilités.

Tableau 6
Synthèse des risques

<i>Aspect du risque</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Évaluation du risque résiduel</i>
Contexte national	Modéré	Modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Modéré
Environnement et contexte climatique	Élevé	Élevé
Portée du projet	Modéré	Modéré
Capacités institutionnelles d'exécution et viabilité	Modéré	Modéré
Gestion financière	Substantiel	Substantiel
Passation des marchés	Modéré	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Élevé	Élevé
Parties prenantes	Modéré	Modéré
Risque global	Substantiel	Substantiel

B. Catégorie environnementale et sociale

27. En ce qui concerne les risques environnementaux et sociaux, il est proposé de classer le programme dans la catégorie de risque élevé. Une étude d'impact environnemental et social et des plans de gestion environnementale, sociale et climatique ont été élaborés, ainsi que d'autres plans de gestion, un plan de participation des parties prenantes, un cadre de planification pour l'acquisition de terres et la réinstallation, un plan d'action pour l'égalité femmes-hommes et l'inclusion sociale, un plan de gestion du patrimoine culturel, un plan pour les

peuples autochtones et un plan de mise en œuvre du consentement préalable, libre et éclairé.

C. Classement au regard des risques climatiques

28. Le risque climatique est jugé substantiel. Une analyse approfondie des risques climatiques a été réalisée. La liste de contrôle des risques figurant dans l'étude d'impact environnemental et social et dans les plans de gestion environnementale, sociale et climatique ainsi que les recommandations résultant de l'analyse des risques climatiques aideront à la mise en œuvre de mesures appropriées d'adaptation et d'atténuation dans le cadre du projet, ainsi qu'à la conduite d'activités dans les zones présentant une vulnérabilité climatique.

D. Soutenabilité de la dette

29. L'analyse de la viabilité de la dette conduite en novembre 2021 par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale indique que le Cambodge reste peu exposé au risque de surendettement extérieur et global. La capacité actuelle de remboursement de la dette correspond à une classification moyenne. Dans le scénario de référence, la dette extérieure reste bien en deçà des seuils établis. En prévision d'un creusement du déficit budgétaire à moyen terme, la dette extérieure devrait s'accroître progressivement, passant de 36% à 38,1% du PIB entre 2021 et 2028, avant de se stabiliser autour de 37% du PIB début 2030.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

30. L'organisme d'exécution du projet sera le Ministère des ressources en eau et de la météorologie, qui est responsable de la gestion durable des ressources en eau et de l'irrigation au Cambodge. Il mettra en place une unité de gestion du projet (UGP) chargée de coordonner toutes les composantes et de colliger les plans et les rapports du projet. En outre, le Secrétariat du CNDD sera chargé de la mise en œuvre de la composante 1, qui vise à améliorer l'adaptation climatique, la résilience et l'efficacité de l'utilisation de l'eau au niveau de l'exploitation agricole. Il s'agit d'une entité accréditée pour l'accès direct au FVC, qui disposera d'une unité d'exécution du projet (UEP) chargée de la mise en œuvre des activités de la composante 1.
31. L'UGP et l'UEP, établies respectivement par le Ministère des ressources en eau et de la météorologie et le Secrétariat du CNDD, seront chargées de la gestion financière. La première consolidera les rapports financiers intermédiaires et les états financiers annuels du projet et sera chargée de l'élaboration des rapports d'audit annuels et de leur soumission au FIDA. Les deux organismes d'exécution disposent de fonctionnaires compétents, qui possèdent l'expérience et l'expertise requises en matière d'opérations financées par des donateurs pour établir et soumettre en temps voulu les budgets du projet, et qui sont à même de garantir l'application de mesures appropriées de contrôle interne et de gestion des flux financiers au titre du financement additionnel. Toutefois, l'UGP et l'UEP devront recruter des consultants qualifiés pour s'acquitter des tâches quotidiennes de gestion financière, notamment la tenue des registres comptables et l'établissement des rapports financiers. Les deux organismes d'exécution utiliseront un logiciel comptable garant de la tenue de registres comptables fiables et de la présentation de rapports financiers intermédiaires jugés acceptables par le FIDA. Le cadre de contrôle interne du projet comprend les procédures opératoires normalisées mises au point par le Gouvernement cambodgien pour la gestion des projets financés par des institutions financières internationales. En outre, le manuel d'exécution du projet sera révisé et approuvé selon les besoins pour que toute politique ou procédure de temps à autre nécessaire à l'exécution du projet puisse y être reflétée.

Passation des marchés

32. L'UGP sera directement chargée des activités de passation de marchés réalisées au titre du projet. Elle inclura une équipe chargée de la passation des marchés composée d'un chef ou d'une cheffe d'équipe, d'un ou d'une responsable de la passation des marchés, d'un ou d'une spécialiste de la passation des marchés et d'un assistant ou d'une assistante en passation des marchés. Les passations de marchés suivront les procédures opératoires normalisées applicables dans l'ensemble des projets financés par des sources extérieures au Cambodge, sous réserve de leur conformité aux Directives pour la passation des marchés relatifs aux projets du FIDA. Les plans annuels de passation de marchés, formulés en cohérence avec les plans de travail et budgets annuels, seront établis par l'UGP et devront faire l'objet d'un avis de non-objection du FIDA avant que les activités d'achat puissent être réalisées. Le Système de bout en bout de passation électronique des marchés relatifs aux projets (IFAD OPEN) sera utilisé pour l'élaboration des plans de passation des marchés du projet et pour le suivi de leur mise en œuvre. Les demandes d'examen préalable et de non-objection adressées au FIDA seront traitées dans OPEN.
33. L'évaluation des risques liés à la passation des marchés dans le cadre du projet, réalisée conformément au Guide pratique de passation des marchés du FIDA, révèle que, dans l'ensemble, le risque inhérent associé à cette activité est modéré.

Participation et retours d'information du groupe cible, et mécanisme de réponse aux doléances

34. Les processus de participation et de retours d'information du groupe cible seront axés sur les petits exploitants soutenus.
35. Dans le cadre du projet, un processus accessible et transparent sera établi pour que toute personne subissant un préjudice du fait du projet puisse déposer une plainte, signaler des faits répréhensibles ou demander réparation, conformément à la Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations, à la Politique de prévention et de répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles du FIDA (2018), et aux Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA (2021).
36. Dans le cadre du projet, des mécanismes de signalement confidentiels seront mis en place et leur promotion sera assurée par le biais de supports de communication et de plateformes, ainsi que dans le cadre des activités du projet.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

37. Le système de suivi-évaluation du projet reposera sur les éléments suivants: i) une enquête sur les effets directs, réalisée auprès des ménages et fondée sur des mesures initiales, à mi-parcours et en fin de projet; ii) un système d'information de gestion qui collecte des informations sur la production, la formation, les alertes précoces, l'utilisation de technologies climato-compatibles et les ventes au niveau de l'exploitation agricole.
38. Un plan de communication sera formulé pour le projet et mis en œuvre par l'UGP, en coordination avec des spécialistes de la communication du FIDA. Le partage des savoirs se fera essentiellement par voie numérique.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

39. Dans le cadre du projet, l'innovation et la reproduction à plus grande échelle sont favorisées par une combinaison de soutien financier et d'assistance technique à destination de petits exploitants et d'entrepreneurs. Le modèle de financement des investissements utilisé associe des prêts et des dons acheminés par des institutions financières partenaires en vue de promouvoir des pratiques agricoles climato-compatibles et d'améliorer la production. En traitant de manière intégrée la gestion

de l'eau et l'innovation agricole, le projet vise à lutter contre les problèmes liés aux changements climatiques dans l'agriculture irriguée. L'adoption de nouvelles technologies résilientes face aux changements climatiques sera accélérée par une collaboration directe avec les petits exploitants, incluant des formations, la promotion de l'accès aux financements et le renforcement des filières de quatre produits de base agricoles. Ces stratégies pourront être reproduites à plus grande échelle en fonction des résultats obtenus, ce qui garantira une durabilité à long terme et un large impact.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

40. Un manuel d'exécution du projet a été élaboré; il comprend le mandat des principaux prestataires de services. Le Gouvernement sera encouragé à lancer le processus de passation de marchés concernant ces prestataires avant le début des opérations. Des ressources issues du don en cours de l'AIIB au titre du Fonds spécial pour la préparation des projets ont été utilisées à l'appui de cette activité du CAISAR.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

41. L'exécution du projet sera supervisée conjointement par le Gouvernement, le FIDA et l'AIIB. Une mission de supervision et une mission d'appui à l'exécution seront conduites chaque année, tandis qu'un examen à mi-parcours est prévu à la mi-2028.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

42. Un accord de financement entre le Royaume du Cambodge et le FIDA constitue l'instrument juridique régissant l'octroi du financement proposé à l'emprunteur/bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
43. Le Royaume du Cambodge est habilité, en vertu de son ordre juridique, à recevoir un financement du FIDA.
44. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

45. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera au Royaume du Cambodge un prêt à des conditions mixtes d'un montant de douze millions quatre cent mille droits de tirage spéciaux (12 400 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera au Royaume du Cambodge un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de huit millions de dollars des États-Unis (8 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Negotiated financing agreement

Climate Adaptive Irrigation and Sustainable Agriculture for Resilience (CAISAR)

(Negotiations concluded on 12 September 2025)

FINANCING AGREEMENT

IFAD Loan No: _____

IFAD Loan No: _____

GCF Loan No: _____

GCF Grant No: _____

Project name: *Climate Adaptive Irrigation and Sustainable Agriculture for Resilience (CAISAR)* ("the Project")

The Kingdom of Cambodia (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Borrower/Recipient has requested a loan and a grant from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS, the Project shall be co-financed by the Green Climate Fund ("GCF")

- A. On 24 September 2018, IFAD and the GCF concluded a Master Accreditation Agreement (the "AMA"), that entered into force on 09 November 2018 pursuant to which a Funding Activity Agreement was executed on [xxxxx] (the "FAA") setting out the terms and conditions under which the GCF will transfer the GCF Funding to IFAD for the purposes of the implementation of the Project by the Borrower/Recipient. For the avoidance of doubt, any obligation of the Borrower/Recipient stemming from the AMA or FAA shall be specifically provided in this Agreement;
- B. By its decision GCF/B.42/06 of 03 July 2025: Consideration of funding proposals, the GCF Board approved the Funding Proposal to finance CAISAR as contained in GCF doc No. GCF/B.42/FP270 dated 9 June 2025; and
- C. IFAD, in its capacity as trustee, opened a bank account to receive the GCF funds and hold them in trust (the "GCF Trust Account") and IFAD's liability in connection with this Agreement is limited to the assets of the GCF Trust Account.

WHEREAS, the Project shall be co-financed by the Asian Infrastructure Investment Bank ("AIIB")

WHEREAS, the Borrower/Recipient has undertaken to provide additional resources, financially or in kind that may be needed for the Project;

WHEREAS, the Fund has agreed to provide financing for the Project;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2022, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.

3. The Fund shall provide to the Borrower:

- A. a loan on blended terms ("Loan A");
- B. a loan on ordinary terms ("Loan B");
- C. a loan on GCF terms ("GCF Loan"); and
- D. a grant on GCF terms ("GCF Grant"),

(Loan A and Loan B, together the "IFAD Financing", the GCF Loan and GCF Grant, together the "GCF Financing", and all together the "Financing"). The Borrower/Recipient shall use the Financing to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement. In providing the GCF Financing, IFAD shall act in its capacity as trustee of the GCF Trust Account.

4. In the event of a conflict between the General Conditions and the Financing Agreement, the latter shall prevail.

Section B

1. The amount of:

- A. Loan A is twelve million four hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 12 400 000);
- B. Loan B is eight million United States dollars (USD 8 000 000);
- C. the GCF Loan is forty million United States dollars (USD 40 000 000); and
- D. the GCF Grant is forty million United States dollars (USD 40 000 000).

2. The Fund shall credit the amount of the GCF Loan and GCF Grant into the respective GCF Loan account and the GCF Grant account (the "GCF Accounts") only when the funds have been received from the GCF. Any withdrawals from the GCF Accounts shall be subject to the condition that sufficient funds for the Project shall have been received by the Fund from the GCF and deposited in the GCF Accounts to cover the withdrawal and that the Fund shall have been notified of such transfer and deposit in writing. The Fund shall have no obligation to extend financial assistance to the Borrower/Recipient under this Agreement for the purpose of the Project if no funds are available in the GCF Accounts for the Project.

3.
 - A. IFAD Loan A is granted on blend terms, and shall be subject to interest on the principal amount outstanding and a service charge as determined by the Fund at the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board. The interest rate and service charge determined will be fixed for the life cycle of the loan and payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of twenty-five (25) years, including a grace period of five (5) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board. The principal of the Loan granted on blend terms will be repaid in equal instalments.
 - B. IFAD Loan B is granted on ordinary terms and shall be subject to interest on the principal amount outstanding of the Loan, at a rate equal to the IFAD Reference Interest Rate including a variable spread, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and have a maturity period of 20 (twenty) years, including a grace period of 5 (five) years starting from the date as of which the Fund has determined that all general conditions precedent to withdrawal have been fulfilled.
 - C. The GCF Loan is extended on the terms set out below:
 - i. **Maturity period:** twenty (20) years from the date of entry into force of this Agreement;
 - ii. **Grace period:** five (5) years from the date of entry into force of this Agreement;
 - iii. **Interest rate:** zero point seventy-five per cent (0.75%) per annum;
 - iv. **Principal repayment amount:** Annual equal instalments in the amount equivalent to six point seven per cent (6.7%) of the principal amount disbursed, on 15 June and 15 December of each year during the principal repayment period;
 - v. **Principal repayment period:** Fifteen (15) years starting from the end of the relevant grace period;
 - vi. **Commitment fee:** zero point seventy-five per cent (0.75%) per annum, calculated over the amount of the GCF Loan not yet disbursed by the Accredited Entity (IFAD) to the Borrower. The commitment fee shall start accruing from the date of entry into force of this Agreement and shall be paid semi-annually on 15 June and 15 December each calendar year. No grace period shall apply to the payment of the commitment fee;
 - vii. **Service fee:** The service fee shall be payable semi-annually on 15 June and 15 December each calendar year at a rate of zero point five per cent (0.5%) per annum on the principal amount outstanding of the GCF Loan. The GCF Loan service fee shall apply from the date of each disbursement of the GCF Loan by the Fund. No grace period will apply to the payment of the service fee; and
 - viii. **Taxes:** Should the Borrower/Recipient be compelled to make any deductions in respect of any present or future taxes, duties, charges, fees and withholdings or any other deductions, it will pay to the Fund such additional amounts as are necessary to ensure receipt by the Fund of the full amount which the Fund would have received but for the deduction;
 - ix. **Pari Passu Treatment:** GCF Loan will rank pari passu with the IFAD Loan and AIIB Loan. GCF Loan will benefit from the preferred creditor status in the same manner as the IFAD Loan.
4. The Financing Service Payment Currency shall be in United States dollars (USD).

5. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
6. Payments of principal, and interest and service charge on IFAD Financing shall be payable on 15 June and 15 December of each year.
7. There shall be four Designated Accounts in USD, one for each funding source, for the exclusive use of the Project opened in the National Bank of Cambodia. The Borrower shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Accounts.
8. There shall be two Project Accounts in USD for the benefit of MOWRAM and NCDD-S in the local commercial Bank authorized by MEF to receive funds from the Designated Accounts.
9. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Project in the amount of fifteen million United States dollars (USD 15 000 000) in the form of in-kind contribution.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Water Resources and Meteorology (MOWRAM).
2. Additional Project Parties are described in Schedule 1 Part II, paragraph 6.
3. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions, however the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.
4. The Project Completion Date shall be the seventh (7th) anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be 6 months later, or such other date as the Fund may designate by notice to the Borrower/Recipient.
5. Procurement of goods, works and services financed by the Financing shall be carried out:
 - (a) in accordance with the provisions of the Borrower/Recipient's procurement regulations, to the extent such are consistent with the IFAD Procurement Guidelines.

Section D

1. The Fund will administer the Financing and supervise the Project.
2. As of the date of entry into force of this Agreement, the Borrower/Recipient represents and warrants that:
 - a. during the implementation of the Project, it complied with all the applicable legislative and regulatory provisions with regards to the fight against money laundering, corruption and the financing of terrorism and the identification of customers, and carried out other similar verifications to which it may be required with regard to its legislative and regulatory provisions;
 - b. where applicable, it shall make available the proceeds of the Loan/Grant available to the Executing Agencies or to any Project Party, as defined in Section

C of this present Agreement, in accordance with the eligibility criteria set out in the Project Implementation Manual (PIM);

- c. it understands and accepts that the Fund may invite representatives of the GCF to participate in the supervision and other similar missions carried out by the Fund;
 - d. it understands and accepts that the GCF, in coordination with the Fund, may, at its own expense, i) carry out occasional audits on the use of the Financing; ii) conduct ex post impact assessments; and/or iii) request the inclusion of impact assessment requirements;
 - e. it shall cooperate with IFAD and GCF in the event that GCF or a third party appointed by GCF assumes the contractual role of IFAD based on the terms of this Agreement;
 - f. it understands and accepts that an independent auditor selected by IFAD shall conduct interim and final independent audit reports for the purposes of measuring the performance of the Project;
 - g. it understands and accepts that a major restructuring of the Project may result in the GCF or IFAD requesting a new letter of no objection or new approvals from the relevant authority, or both, as applicable;
 - h. any branding activity, including the use of either IFAD or GCF's name, mark, symbol or logo in any reports, publications, news media or related publicity materials as well as any other form of public information must be agreed in writing by IFAD and GCF;
 - i. it is duly authorized, and has the capacity to enter into this Agreement and that this Agreement is legally binding on and enforceable against the Recipient in accordance with its governing law;
 - j. it shall have no right of action, whether in contract, tort or under statute to the extent permitted by law, against the GCF, including Board members, alternate Board members, the Executive Director, Staff and Experts, and/or any other person acting on behalf of the GCF in respect of the GCF Trust Account, the Grant/Loan or any loss or damage arising out of IFAD's acts or omissions, or the acts or omissions of its officers, employees, agents or consultants under or in connection with the implementation of the Financing;
 - k. to the extent permitted by applicable laws and regulations, any reductions in greenhouse gas emissions achieved during the Project must not be converted into offset credits or units generated thereby, or if so converted, will be retired without allowing any other emissions of greenhouse gases to be offset; and
 - l. the Fund may, upon request from the GCF furnish an executed copy of this Agreement.
3. On the date of entry into force of this Agreement, the Borrower/Recipient undertakes that it shall:
- a. obtain, from any sub-recipient of a disbursement of the Financing under this Agreement, an undertaking that the funds will not be used for purposes inconsistent with this Agreement, the FAA or the laws applicable to sub-recipients; provisions may also be included in any agreement with third parties participating in the Project – to take into account the obligations described in paragraph 2(a) of Section D above;

- b. obtain or contractually require that the Parties to the Project or the third parties participating in it obtain all necessary and applicable licenses, approvals and consents to implement the Project, all of which must be maintained in full force and effect throughout the Project implementation period;
- c. promptly inform IFAD of any credible and material risk or other indications of money laundering or terrorist financing, or both, in connection with the Project, and that it must immediately execute the measures recommended by IFAD;
- d. include in its agreements with third parties participating in the execution of the Project the obligation to procure or reimburse all unused resources of the Financing;
- e. ensure that the concessionality of the GCF Loan is passed on to sub-borrowers which may be carrying out new on-lending activities to the final beneficiaries;
- f. provide IFAD with periodic performance reports in a form and substance satisfactory to IFAD, as well as semi-annual and annual financial reports to be submitted, concerning sub-loans, until the last sub-loan is fully repaid;
- g. ensure that all financial information related to the Funding and contributions from other co-financers is recorded by funding source, expenditure category, components, sub-components, and activities. Financial reports will also include certified semi-annual reports on the use of funds by funding source, expenditure category, components, sub-components, and activities.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
 - (a) The PIM and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower/Recipient, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
 - (b) The GCF has decided to suspend payments to IFAD, including but not limited to the GCF Financing, pursuant to the terms of the FAA; and
 - (c) The GCF has terminated the AMA or FAA.
2. The following are designated as additional grounds for cancellation of this Agreement:
 - (a) In the event that the Borrower/Recipient did not request a disbursement of the Financing for a period of at least twelve (12) consecutive months without justification subsequent to the first eighteen (18) months from the date of entry into force of the Agreement; and
 - (b) In the event that the Borrower/Recipient did not request a disbursement of the full amount of the GCF Financing, or the Fund has not otherwise (i) disbursed the full amount of the GCF Financing proceeds; or (ii) received the full amount of the GCF Financing proceeds in its GCF Accounts, the Fund shall be entitled to cancel the undisbursed portion of the GCF Financing.

3. The following are designated as additional specific conditions precedent to withdrawal:

- (a) The IFAD no objection to the Project Implementation Manual (PIM) shall have been obtained.
- (b) Key Project staff has been appointed as per section 8 of Schedule 1 of this Agreement.
- (c) The Borrower shall open four designated accounts exclusively for the use of project funds.
- (d) The Borrower shall register with the IFAD Client Portal (ICP) to submit quarterly reports and Withdrawal Applications.
- (e) Under the GCF Loan:
 - i. delivery, to the Fund, of the pipeline of projects funded under Component 1,2&3 during the period for which a withdrawal is requested.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Director General
General Department of International Cooperation and Debt Management
Ministry of Economy and Finance
St.92 Sangkat Wat Phnom, Khan Daun Penh
Phnom Penh, Cambodia

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

Copy to: Frew Behabtu

If applicable, the Parties accept the validity of any qualified electronic signature used for the signature of this Agreement and recognise the latter as equivalent to a hand-written signature.

This Agreement, [dated _____]¹, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower/Recipient.

KINGDOM OF CAMBODIA

Dr. Aun Pornmoniroth
Deputy Prime Minister,
Ministry of Economy and Finance

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Alvaro Lario
President of IFAD

Date: _____

¹ To be kept only if the FA is signed by both parties the same date in the same location.

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall benefit approximately 1, 700,000 beneficiaries of which 562,000 are direct beneficiaries (225,000 women), across a 32,000 ha irrigated area.
2. *Project area.* The Project will be implemented in Kampong Speu, Kampong Chhnang, Kandal, Pursat the "Project Area").
3. *Goal.* The overall goal of the Project is to make the agriculture sector in Cambodia climate resilient and sustainable.
4. *Objectives.* The specific objective of the Project is to modernize the irrigation sector by upgrading resilient irrigation systems and enable farmers to adapt to climate risks and mitigate crop emissions through use of energy- and water-efficient technologies and practices, timely weather information and improved market integration.
5. *Components.* The project's results will be achieved through the implementation of three components.:
 - 5.1 **Component 1: Farm-level Climate Adaptation** - Improved crop-water management; climate-smart value chains (rice, vegetables, poultry, aquaculture); rural-road upgrades; and expanded agro-meteorological services.
 - 5.2. **Component 2: Upgrading and climate-proofing water infrastructure for increased resilience** - Modernized irrigation schemes and ponds; strengthened flood-proofing and drainage; and establishment and training of Farmers Water User Communities.
 - 5.3 **Component 3. Strengthened institutional and regulatory capacity for low-emission climate-resilient development pathways** - Enhanced capacity of Executing Entity for low-emission, climate-resilient irrigation governance and water-resources management.

II. Implementation Arrangements

6. *Lead Project Agency.* The Lead Project Agency shall be the Ministry of Water Resources and Meteorology_(MOWRAM) and the National Committee for Sub-National Democratic Development Secretariat (NCDDS).
7. *Project Steering Committee.* A Project Steering Committee (PSC) will be established for inter-ministerial coordination. The role of the PSC, chaired by the minister of MoWRAM, is primarily to provide strategic oversight of the project's overall progress toward its intended goals and outcomes, to make decisions regarding the project's overall directions, and to address high-level issues and risks that are beyond the immediate control of the project. The PSC makes decisions based on consensus. It will be chaired by the Minister of MOWRAM and comprise of senior officials from MOWRAM, the Ministry of Economy and Finance (MEF), the Ministry of Interior (MOI) which is responsible for the NCDDS, Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries (MAFF), Ministry of Environment (MOE), and the Provincial Governor's Offices of Pursat, Kampong Chhnang, Kandal, and Kampong Speu provinces. An Inter-Ministerial Resettlement Committee (IRC), chaired by MEF, will manage resettlement and land acquisition issues where they arise. The National Project Director of the Project Management Unit (PMU) will serve as a secretariat to the PSC.

8. *Project Management Unit.* MOWRAM will establish a Project Management Unit (PMU) for the implementation of the CAISAR project. The PMU will be led by the Secretary of State (MOWRAM) as the National Project Director (NPD) and managed by an appointed National Project Manager (NPM). The NPM will be responsible for overall project management and coordination. Within the PMU, project-recruited staff and staff seconded by the government will collectively comprise a project delivery team that will ensure sound and effective project implementation. The PMU will also include an Operations Officers, Gender Specialist, Finance Officer, Administration Officer, Procurement Officer and Monitoring and Evaluation Officer. Consulting firms and individual consultants will be recruited to support the project implementation and undertake detailed design services and construction supervision. Start-up orientation sessions will be organized to orient staff with regards to the procedures of GCF, IFAD and AIIB. Capacity building sessions in understanding the procurement, financial management and monitoring and evaluation sessions will be held as needed.

The Project Management Unit will consist of personnel from MOWRAM, the Department of Hydrology and River Works (DHRW) of MOWRAM, and Provincial Departments of Water Resources and Meteorology (PDWRAMs) of the four provinces in which the Project will be implemented. The PDWRAMs will be responsible for coordinating all field activities with Farmer Water User Committees (FWUCs). The Department of Farmer Water User Committees (DFWUC) has personnel at the central level but no office or personnel at the Province and District level. For the effective operation of the committees, the Department of FWUC will appoint additional personnel at the provincial and district levels.

The PMU will be responsible for the overall management of the Project; it will coordinate directly with EEs and project stakeholders, be responsible for providing support to the execution of day-to-day activities and be responsible for the technical quality of the project outputs, activities, financial management, procurement, monitoring and evaluation.

9. *Implementing partners.* The MOWRAM PMU will be responsible for the overall management of the Project; it will coordinate directly with EEs and project stakeholders, be responsible for providing support to the execution of day-to-day activities and be responsible for the technical quality of the project outputs, activities, financial management, procurement, monitoring and evaluation. The National Committee for Sub-National Democratic Development Secretariat (NCDDS) will be responsible for the implementation of Component 1 and output 3.2 under component 3 and will establish a Project Implementation Unit and contract Service providers at the provincial level as required. The PMU will be directly responsible for the implementation of Component 2 (irrigation infrastructure) and output 3.1 under Component 3. There will be monthly coordination between MOWRAM and NCDDS to ensure the synergies between the various components.

10. *Monitoring and Evaluation.* Project-level monitoring and evaluation will be undertaken to meet the information needs of the key financing and implementing agencies and will be in compliance with IFAD, GCF, AIIB and RGC policies. As the main implementing agency, MOWRAM will ensure the existence of a well-designed, operational and effective supervision, monitoring and reporting system to analyze and quantify the causal and attributable change of the Project. In particular, the monitoring and reporting system will cover all project components. MOWRAM will be responsible for coordinating and preparing a consolidated report for submission to all key stakeholders through the Project Steering Committee.

The monitoring of CAISAR will involve (i) process monitoring; (ii) monitoring of the implementation of Resettlement Plan; (iii) monitoring progress in construction of civil works; (iv) monitoring of the implementation of Environment Management Plan; (v) gender and social dimension monitoring, (vi) monitoring of the implementation of capacity building/training plan; and (vii) monitoring of compliance with loan covenants. M&E forms/matrices shall be developed for each of these aspects.

The M&E Specialist in the Project Management Unit will coordinate and consolidate all reports from different implementing partners including a M&E Specialist in the NCDDDS PIU and will be responsible for transmitting annual progress reports to IFAD, AIIB and the GCF Secretariat. GCF will be provided the following reports: i) an inception report; ii) Annual Performance Reports (APRs); iii) an interim evaluation; and iv) a terminal evaluation. The PMU, with the support of the PMIC, will provide six-monthly updates/reports on the project's implementation and performance which will be consolidated to provide APRs. The status of achievement of deliverables of activities/ sub-activities, and performance targets of the project's outputs will be provided in the six-monthly updates. AIIB/GCF/IFAD teams will coordinate with the PMU and the PIUs through regular progress meetings. The team will also conduct quarterly, six-monthly or annual review missions as required. The corrective actions will be agreed with the executing entity and recorded and subsequently implemented by the EE and monitored by AIIB/GCF/IFAD.

11. *Knowledge Management.* The CAISAR Project will aims to enhance climate adaptation and improve livelihoods among Cambodian farmers by addressing key challenges such as limited knowledge of climate-resilient practices, inadequate access to credit and market information, and weak extension services. Through a robust Knowledge Management (KM) strategy, the Project will generate and disseminate practical, high-quality knowledge products, build capacity among agricultural officers and mechanization service providers, and promote climate-smart technologies like Mechanized Dry Seeded Rice (mDSR). Key deliverables include training materials, workshops, a mobile platform for service coordination, and a network of engaged service providers, all designed to ensure sustainability, relevance, and impact.

12. *Project Implementation Manual.* The **Project Implementation Manual (PIM)** for the CAISAR Project will serves as a comprehensive guide for project implementation, primarily intended for use by the Project Management Unit and Implementing Units. It supports the achievement of the Project Development Objective and Outcomes as outlined in the Project Design Report and Financing Agreement between the IFAD, AIIB and GOC. The PIM outlines the project's implementation structure, planning processes, eligible fund usage, and operational rules—including sub-project selection, environmental and social safeguards, financial management, procurement, monitoring, evaluation, and reporting.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan/Grant Proceeds.* (a) The Table 1 below sets forth the Outcomes of Eligible Expenditures to be financed by the Loan/Grant and the allocation of the amounts to each Outcome of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Outcome:

Outcome	IFAD Loan A Amount Allocated (expressed in SDR)	IFAD Loan B Amount Allocated (expressed in USD)	GCF Loan Amount Allocated (expressed in USD)	GCF Grant Amount Allocated (expressed in USD)	Percentage
Outcome 1: Farm Level Climate Adaptation and Resilience	9 430 000			26 323 000	100*
Outcome 2: Upgrading and climate-proofing water infrastructure for increased resilience	500 000	8 000 000	39 000 000	3 300 000	100*
Outcome 3: Strengthened institutional and regulatory capacity for low-emission climate-resilient development pathways	-			8 670 000	100*
Outcome 4: Project monitoring & evaluation	2 470 000		1 000 000	1 707 000	100*
TOTAL	12 400 000	8 000 000	40 000 000	40 000 000	

* The Percentage is applied to Project expenditures, excluding indirect taxes and shares of other financiers).

In Table 2 below, eligible outputs expenditures are presented for each Outcome shown in Table 1.

Table 2. Eligible output expenditures

Outcome	IFAD Loan A	IFAD Loan B	GCF Loan	GCF Grant
Outcome 1: Farm Level Climate Adaptation and Resilience	Output 1.1			Output 1.1, 1.2, 1.3, 1.4
Outcome 2: Upgrading and climate-proofing water infrastructure for increased resilience	Output 2.2	Output 2.2	Output 2.2, 2.3	Output 2.4
Outcome 3: Strengthened institutional and regulatory capacity for low-emission climate-resilient development pathways				Output 3.1, 3.2
Outcome 4: Project monitoring & evaluation	Output 4 (PM)		Output 4 (PM)	Output 4 (PM)

(b) *Audit arrangements.* The audit report shall be submitted to IFAD within six months following the end of the fiscal year and shall include additional agreed-upon procedures in accordance with GCF requirements and shall provide an assessment of the information necessary for reporting to the GCF.

Schedule 3

Special Covenants²

I. General Provisions

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Loan/Grant Account if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. Within 6 months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will procure and install a customized accounting software as it is the practice in IFAD on-going supported projects, to satisfy international Accounting Standards and IFAD's requirements.
2. Within six (6) months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will enter into Memorandum of Understandings (MoU) with implementing partners that will structure the collaboration, define roles, responsibilities and duties with regards to implementation, financial management, accounting and reporting.
3. *Planning, Monitoring and Evaluation.* The Borrower/Recipient shall ensure that a Planning, Monitoring and Evaluation (PM&E) system shall be established within twelve (12) months from the date of entry into force of this Agreement.
4. *Gender.* The Borrower/Recipient shall ensure that
 - (a) 40 % of the beneficiary of the project activities will be women bearing the heavy work like construction of the irrigation facilities.
 - (b) Mechanisms such as women's business associations are strengthened adequately to promote women entrepreneurship, access to business-related information, green technology and financial services for women.
 - (c) The women participation is adequate in Farmers Water User Committees (FWUC) leadership positions (preferably 40 %).
 - (d) Proper mitigation measures are taken in case of Gender Based Violence.
 - (e) Gender officer is included in PMU and the Gender Action plan is prepared within twelve (12) months from the date of entry into force of this Agreement.
5. *Indigenous People Concerns.* The Borrower/Recipient shall ensure that the concerns of IPs are given due consideration in implementing the Project and, to this end, shall ensure that:
 - (a) the Project is carried out in accordance with the applicable provisions of the relevant IP national legislation;
 - (b) indigenous people are adequately and fairly represented in all local planning for project activities;
 - (c) IP rights are duly respected;
 - (d) IP communities, participate in policy dialogue and local governance;
 - (e) The terms of Declarations, Covenants and/or Conventions ratified by the Borrower on the subject are respected³;

² To be agreed with Negotiation team which to include and adapt wording to each specific negotiation.

³ Refer to ILO 169, 1989 when ratified.

- (f) The Project will not involve encroachment on traditional territories used or occupied by indigenous communities.

6. *Land tenure security.* The Borrower/Recipient shall ensure that the land acquisition process has already been completed and that compensation processes were consistent with international best practice and free prior and informed consent principles as stated in the approved Land Acquisition and Resettlement Planning Framework (LARPF) dated, March 22, 2024.

7. *Anticorruption Measures.* The Borrower/Recipient shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations.

8. *Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse.* The Borrower/Recipient and the Project Parties shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time.

9. *Use of Project Vehicles and Other Equipment.* The Borrower shall ensure that:

- (a) all vehicles and other equipment procured under the Project are allocated to the Implementing Agencies for Project implementation;
- (b) The types of vehicles and other equipment procured under the Project are appropriate to the needs of the Project; and
- (c) All vehicles and other equipment transferred to or procured under the Project are dedicated solely to Project use.

10. *Ifad Client Portal (ICP) Contract Monitoring Tool.* The Borrower/Recipient shall ensure that a request is sent to IFAD to access the project procurement Contract Monitoring Tool in the IFAD Client Portal (ICP). The Borrower/Recipient shall ensure that all contracts, memoranda of understanding, purchase orders and related payments are registered in the Project Procurement Contract Monitoring Tool in the IFAD Client Portal (ICP) in relation to the procurement of goods, works, services, consultancy, non-consulting services, community contracts, grants and financing contracts. The Borrower/Recipient shall ensure that the contract data is updated on a quarterly basis during the implementation of the Project.

11. The Key Project Personnel are: Project Manager, Financial Specialist, Officer for Monitoring and Evaluation, Knowledge Management Officer, Administration Officer, Procurement Officer, Social Inclusion and Gender Specialist, and Environment and Climate Assessment Specialist. In order to assist in the implementation of the Project, the PIU/PMU, unless otherwise agreed with IFAD, shall employ or cause to be employed, as required, key staff whose qualifications, experience and terms of reference are satisfactory to IFAD. Key Project Personnel shall be seconded to the PIU/PMU in the case of government officials or recruited under a consulting contract following the individual consultant selection method in the IFAD Procurement Handbook, or any equivalent selection method in the national procurement system that is acceptable to IFAD. The recruitment of Key Project Personnel is subject to IFAD's prior review as is the dismissal of Key Project Personnel. Key Project Personnel are subject to annual evaluation and the continuation of their contract is subject to satisfactory performance. Any contract signed for Key Project Personnel shall be compliant with the national labour regulations or the ILO International Labour Standards (whichever is more stringent) in order to satisfy the conditions of IFAD's updated SECAP. Repeated short-term contracts must be avoided, unless appropriately justified under the Project's circumstances.

II. SECAP Provisions⁴

1. The Borrower/Recipient shall carry out the implementation of the Project in accordance with the measures and requirements set forth in the Environmental and Social Impact Assessment (ESIA), the Environmental, Social and Climate Management Framework (ESCMF), Land Acquisition and Resettlement Planning Frameworks (LARPF), the Environmental, Social and Climate Management Plans (ESCMPs), Indigenous Peoples Planning Framework (IPPF), and the Gender Action and Social Inclusion Plan (the "Management Plan(s)"), as applicable, taken in accordance with SECAP requirements and updated from time to time by the Fund.

The Borrower/Recipient shall not amend, vary or waive any provision of the Management Plan(s), unless: (i) agreed in writing by the Fund and (ii) Borrower/Recipient has complied with the requirements applicable to the original adoption of the Management Plan(s).

2. The Borrower/Recipient shall not, and shall cause the Executing Agency, all its contractors, its sub-contractors, and suppliers] not to commence implementation of any works, unless all Project affected persons have been compensated and/or resettled in accordance with the specific Resettlement Standard Operating Procedures (LAR SOP, 2018), the Detailed Resettlement Plan (DRP)/ or the agreed works and compensation schedule.

3. The Borrower/Recipient shall disclose the draft and final ESIA reports and all other relevant Management Plan(s) with Project stakeholders and interested parties in an accessible place in the Project-affected area, in a form and language understandable to Project-affected persons and other stakeholders. The disclosure will take into account any specific information needs of the community (e.g. culture, disability, literacy, mobility or gender).

4. The Borrower/Recipient shall ensure or cause the Executing Agency and Implementing Agency to ensure that all bidding documents and contracts for goods, works and services contain provisions that require contractors, sub-contractors and suppliers to comply at all times in carrying out the Project with the standards, measures and requirements set forth in the SECAP 2021 Edition and the Management Plan(s), if any.

5. This section applies to any event which occurs in relation to serious environmental, social, health & safety (ESHS) incidents (as this term is defined below); labor issues or to adjacent populations during Project implementation that, with respect to the relevant IFAD Project:

- (i) has direct or potential material adverse effect;
- (ii) has substantially attracted material adverse attention of outside parties or create material adverse national press/media reports; or
- (iii) gives rise to material potential liabilities.

In the occurrence of such event, the Borrower/Recipient shall:

- Notify IFAD promptly;
- Provide information on such risks, impacts and accidents;
- Consult with Project-affected parties on how to mitigate the risks and impacts;
- Carry out, as appropriate, additional assessments and stakeholders' engagements in accordance with the SECAP requirements; and

⁴ New SECA provisions for all projects that pass concept review after 1 September 2021.

- Adjust, as appropriate, the Project-level grievance mechanism according to the SECAP requirements; and
- Propose changes, including corrective measures to the Management Plan(s) (if any), in accordance with the findings of such assessment and consultations, for approval by IFAD.

Serious ESHS incident means serious incident, accident, complaint with respect to environmental, social (including labor and community), health and safety (ESHS) issues that occur in the context of the loan or within the Borrower/Recipient's activities. Serious ESHS incidents can comprise incidents of (i) environmental; (ii) occupational; or (iii) public health and safety; or (iv) social nature as well as material complaints and grievances addressed to the Borrower/Recipient (e.g. any explosion, spill or workplace accident which results in death, serious or multiple injuries or material environmental contamination, accidents of members of the public/local communities, resulting in death or serious or multiple injuries, sexual harassment and violence involving Project workforce or in relation to severe threats to public health and safety, inadequate resettlement compensation, disturbances of natural ecosystems, discriminatory practices in stakeholder consultation and engagement (including the right of indigenous peoples to free, prior and informed consent), any allegations that require intervention by the police/other law enforcement authorities such as loss of life, sexual violence or child abuse, which (i) have, or are likely to have a material adverse effect; or (ii) have attracted or are likely to arouse substantial adverse attention of outside parties; or (iii) to create substantial adverse media/press reports; or (iv) give, or are likely to give rise to material potential liabilities).

6. The Borrower/Recipient shall ensure [or cause the Executing Agency, Implementing Agency, contractors, sub-contractors and suppliers to ensure] that the relevant processes set out in the SECAP 2021 Edition as well as in the Management Plan(s) (if any) are respected.

7. Without limitation on its other reporting obligations under this Agreement, the Borrower/Recipient shall provide the Fund with:

- Reports on the status of compliance with the standards, measures and requirements set forth in the SECAP 2021 Edition, ESCMPs and the management plan (if any) on a semi-annual basis - or such other frequency as may be agreed with the Fund;
- Reports of any social, environmental, health and safety incidents and/accidents occurring during the design stage, the implementation of the Project and propose remedial measures. The Borrower/Recipient will disclose relevant information from such reports to affected persons promptly upon submission of the said reports; and
- Reports of any breach of compliance with the standards, measures and requirements set forth in the SECAP 2021 Edition and the Management Plan(s) (if any) promptly after becoming aware of such a breach.

8. In the event of a contradiction/conflict between the Management Plan(s), if any, and the Financing Agreement, the Financing Agreement shall prevail.

Logical framework

Results Hierarchy		Indicators				Means of Verification			Assumptions
		Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1 Persons receiving services promoted or supported by the project					Project MIS; household surveys	Annual	Project Management Unit (PMU), supported by Project Implementation Units (PIUs)	Rural farmers are receptive to the services provided by the project; and the Farmer Water User Communities (FWUCs) support the outreach programs
	Males - Males	0	378172	709072					
	Females - Females	0	252115	866644					
	Young - Young people	0	63029	315143					
	Indigenous people - Indigenous people	0	12606	31514					
	Total number of persons receiving services - Number of people	0	630287	1575716					
	Male - Percentage (%)	0	60	45					
	Female - Percentage (%)	0	40	55					
	Young - Percentage (%)	0	10	20					
	1.b Estimated corresponding total number of households members					Project MIS; household surveys	Annual	Project Management Unit (PMU), supported by Project Implementation Units (PIUs)	
	Household members - Number of people	0	6302687	1575716					
	1.a Corresponding number of households reached					Project MIS; household surveys	Annual	Project Management Unit (PMU), supported by Project Implementation Units (PIUs)	
	Women-headed households - Households	0	75034	187586					
	Non-women-headed households - Households	0	75034	187586					
	Households - Households	0	150068	375171					
Project Goal	Enhanced food security					Project MIS; project GIS mapping; and outcome survey	Annual	Project Management Unit (PMU), supported by Project	The project impact on rural poverty has direct impact to national rural poverty
	Number of beneficiaries with	0	56000	1340000					
The goal of the project is to make the agriculture sector in Cambodia climate									

resilient and sustainable Development Objective The objective of the project is to modernize the irrigation sector by installing resilient irrigation systems and enable farmers to adapt to climate risks and mitigate crop emissions through use of energy- and water-efficient technologies and practices, timely weather information and improved market integration Outcome 1. Reduction in crop losses and improved (agricultural) production	enhanced – food security (people)						Implementation Units (PIUs)	percentage Global economic slowdown and/or global reduction in demand does not affect growth As outlined in the EX-ACT Annex
	Male		28000	67200				
	Female		28000	67200				
	GHG emissions reduced, avoided or removed/sequestered				Household surveys, EX-ACT	Annual	PMU, supported by FAO and IFAD	
	GHG Emissions reduced by year 7 - tCO ₂ eq - Number	0	45750.34	213501.58				
	Beneficiaries adopting improved and/or new climate-resilient livelihood options				Project MIS; project GIS mapping; and outcome survey	Project completion	PMU and PIUs and their project implementation consultants, and individual survey consultants	Catastrophic flooding or drought, vastly exceeding the vulnerability and climate risk assessments does not occur
	Total number of people - Number of people		75000	192000				
	Male		33000	83200				
	Female		42000	108800				
	Increase in annual rice production with increase in HH income				Project MIS; household surveys	Annual	Project Management Unit (PMU), supported by Project Implementation Units (PIUs)	Catastrophic flooding or drought, vastly exceeding the vulnerability and climate risk assessments does not occur
	% yield increase for rice in targeted HH benefiting directly from the project - Percentage (%)	0	15	30				
	% yield increase for vegetables in targeted HH benefiting directly	0	10	20				

Output
1.1 Increased farmer capacity in climate resilient agriculture

from the project - Percentage (%)			
% decrease in post-harvest losses for rice in targeted HH benefiting directly from the project - Percentage (%)	0	10	20
% decrease in post-harvest losses for vegetables in targeted HH benefiting directly from the project - Percentage (%)	0	15	30
3.2.1 Tons of Greenhouse gas emissions (tCO2e) avoided and/or sequestered			
Hectares of land - Area (ha)	0	22046	22046
tCO2e/20 years - Number	0	45750	1006507
tCO2e/ha - Number	0	2.1	45.7
tCO2e/ha/year - Number	0	0.8	2.3
Farmers trained in climate smart agriculture			
Total number of farmers (male and female) trained in CR technologies through the FFS training programme - Number of people	0	20000	40000
Number of trainers (male and female) trained to demonstrate and propagate the CR technologies and practices to farmers - Number of people	0	100	200
Percentage of farmers adopting climate resilient farming practices promoted by the project - Percentage (%)	0	50	80

Project MIS;
household
surveys; EX-ACT

Annual

Project
Management Unit
(PMU), supported
by Project
Implementation
Units (PIUs)

Project MIS;
household surveys

Annual

Project
Management Unit
(PMU), supported
by Project
Implementation
Units (PIUs)

Project
Management Unit
(PMU), supported
by Project
Implementation
Units (PIUs)

	Average percentage of beneficiaries who are satisfied with the knowledge gained from the trainings provided - Percentage (%)	0	70	90				
Output 1.2 Climate adaptive value chains developed by 4Ps and increased access to finance	Value chains developed by 4Ps and increased access to finance				Project MIS; household surveys	Annual	Project Management Unit (PMU), supported by Project Implementation Units (PIUs)	a. Beneficiaries apply some or all of the climate adaptation measures every cropping season during the project; b. access to the credit line only; and c. local authority engagement defined by monthly contact with the CCs during the project
	Number of farming households benefiting from the 4P model through increased access to finance - Number	0	14000	28000				
	Number of MSMEs with increased access finance due to the linkages facilitated by the 4P model - Number	0	50	120				
Output 1.3 Increased access to and use of climate information and advisory services for climate responsive water-use and crop planning	3.1.2 Persons provided with climate information services				Project MIS; household surveys	Annual	Project Management Unit (PMU), supported by Project Implementation Units (PIUs)	a. Beneficiaries apply some or all of the climate adaptation measures every cropping season during the project; b. access to the credit line only; and c. local authority engagement defined by monthly contact with the CCs during the project.
	Males - Males	0	168827	337654				
	Females - Females	0	112441	225103				
	Young - Young people	0	28138	56276				
	Persons provided with climate information services - Number of people	0	281378	562756				
	Hydromet station installed for improved Climate Data and Warning				Project MIS; household surveys	Annual	Project Management Unit (PMU), supported by Project Implementation Units (PIUs)	authority engagement defined by monthly contact with the CCs during the project.
	Number of hydromet stations and agrometeorological stations rehabilitated - Number	0	5	10				
Output 1.4 Increased resilience of farm road infrastructure to climate change	2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded				Project MIS; household surveys	Annual	Project Management Unit (PMU), supported by Project Implementation Units (PIUs)	Catastrophic flooding or drought, vastly exceeding the vulnerability and climate risk
	Length of roads - Km	0	5	90				

Outcome 2. Rehabilitated/upgraded, climate proofed, and modernized irrigation infrastructure for increased resilience	Roads constructed, rehabilitated or upgraded cont				Project MIS; household surveys	Annual	Project Management Unit (PMU), supported by Project Implementation Units (PIUs)	assessments does not occur.
	farmers benefiting from improved road connectivity in the project areas - Number	0	5000	10683				
	1.2.1 Households reporting improved access to land, forests, water or water bodies for production purposes				Project MIS; household surveys		Project Management Unit (PMU), supported by Project Implementation Units (PIUs)	
	Households reporting improved access to water - Percentage (%)	0	8	30				
	Size of households reporting improved access to water - Number of people	0	30000	135000				
	Women-headed households - Households	0	4125	16500				
	Total no. of households reporting improved access to water - Households	0	8250	33000				
Output 2.1 Modernized irrigation schemes and ponds	Modernization of irrigation scheme and ponds				Project MIS; household surveys	Annual	Project Management Unit (PMU), supported by Project Implementation Units (PIUs)	
	Area provided with irrigation services - Improved - Area (ha)	0	10000	22051				
	6 Irrigation schemes finalised of rehabilitated/upgraded, climate proofed, and modernized - Percentage (%)	0	2	6				
Output 2.2 Flood-proofing and drainage improvement	Flood-proofing and Drainage improvements				Project MIS; household surveys	Annual	Project Management Unit (PMU), supported by Project Implementation Units (PIUs)	
	Area provided with drainage services - Improved - Area (ha)	0	5000	10005				
	Polder detailed design and procurement - Number	0	1	2				
Output 2.3 Farmers Water User	Establishments and training of Farmers Water User Communities (FWUC)				Project MIS, GIS	Annual	PMU	

[illegible]

Outcome 3: Enhanced environmental governance	Number of MOWRAM and NCDDS Staff Trained - Number		200	600	Project MIS	Annual	PMU	Training sessions are attended by actual SCADA and M&E staff
	Strengthened MOWRAM Capacity (MOWRAM staff trained in river basin management, water accounting, SCADA system operation, and the design and implementation of climate-resilient green technologies)							
	staff trained - Males	0	75	150				
	staff trained - Females		50	100				
	total staff trained - Number	0	125	250				
Output 3.1: Strengthened MOWRAM capacity					Project MIS	Annual	PMU	
	NCDDS strengthened at national and provincial level (NCDDS staff trained on project management, policy formulation and implementation and resource mobilization)							
	staff trained - Males	0	105	210				
	staff trained - Females	0	70	140				
	total staff trained - Number	0	175	350				

Integrated project risk matrix

Overall Summary Risk Category / Subcategory	Inherent risk	Residual risk
Country Context	Moderate	Moderate
<i>Political Commitment</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<i>Macroeconomic</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<i>Governance</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<i>Fragility and Security</i>	<i>Low</i>	<i>Low</i>
Sector Strategies and Policies	Moderate	Moderate
<i>Policy alignment</i>	<i>Low</i>	<i>Low</i>
<i>Policy Development and Implementation</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
Environment and Climate Context	High	High
<i>Project vulnerability to environmental conditions</i>	<i>High</i>	<i>High</i>
<i>Project vulnerability to climate change impacts</i>	<i>Substantial</i>	<i>Substantial</i>
Project Scope	Moderate	Moderate
<i>Project Relevance</i>	<i>Low</i>	<i>Low</i>
<i>Technical Soundness</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
Institutional Capacity for Implementation and Sustainability	Moderate	Moderate
<i>Implementation Arrangements</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<i>Monitoring and Evaluation Arrangements</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
Project Financial Management	Substantial	Substantial
<i>Project Organization and Staffing</i>	<i>Substantial</i>	<i>Substantial</i>
<i>Project Budgeting</i>	<i>Substantial</i>	<i>Moderate</i>
<i>Project Funds Flow/Disbursement Arrangements</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<i>Project Internal Controls</i>	<i>Substantial</i>	<i>Substantial</i>
<i>Project Accounting and Financial Reporting</i>	<i>Substantial</i>	<i>Substantial</i>
<i>Project External Audit</i>	<i>Substantial</i>	<i>Substantial</i>
Project Procurement	Moderate	Moderate
<i>B.1 Assessment of Project Complexity</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<i>B.2 Assessment of Implementing Agency Capacity</i>	<i>Low</i>	<i>Low</i>
<i>Project Procurement Overall</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<i>A.1 Legal, Regulatory and Policy Framework</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<i>A.2 Institutional Framework and Management Capacity</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<i>A.4 Accountability, Integrity and Transparency of the Public Procurement System</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<i>A.3 Public Procurement Operations and Market Practices.</i>	<i>Low</i>	<i>Low</i>
Environment, Social and Climate Impact	High	High

Overall Summary Risk Category / Subcategory	Inherent risk	Residual risk
<i>Biodiversity Conservation</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<i>Resource Efficiency and Pollution Prevention</i>	<i>High</i>	<i>High</i>
<i>Cultural Heritage</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<i>Indigenous People</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<i>Labour and Working Conditions</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<i>Community health, safety and security</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<i>Physical and Economic Resettlement</i>	<i>High</i>	<i>High</i>
<i>Greenhouse Gas Emissions</i>	<i>Low</i>	<i>Low</i>
<i>Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards</i>	<i>Substantial</i>	<i>Substantial</i>
Stakeholders	Moderate	Moderate
<i>Stakeholder Engagement/Coordination</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<i>Stakeholder Grievances</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
Overall	Substantial	Substantial